

Conseil général du

28.06.2004

RAPPORT

NO 15

DU CONSEIL COMMUNAL

d'une parcelle de terrain, Fl. 149 d'une superficie de 2891 m2, propriété de M. Gerzner Patrice située en zone à bâtir, ainsi que son financement
b) Donner au Conseil communal la compétence de ratifier l'acte d'acquisition de cette parcelle

a) Le lotissement du secteur du Jourez connaît un succès évident. Sur un total de 33 parcelles propriétés de la commune, il ne restait, à fin 2003, que 15 parcelles à disposition.

Le Secteur d'activité de l'Orée est, lui, réservé au développement de petites entités artisanales et industrielles.

D'autre part, le Conseil communal a reçu, depuis le début de l'année, plusieurs propositions relatives à la construction de petites unités locatives de la part de différents investisseurs.

Enfin, on signalera encore que notre commune possède très peu de logements libres.

Soucieux d'avoir une réserve de terrain à bâtir, le Conseil communal étudie actuellement un projet de modification d'aménagement communal. Il profite de cette occasion pour élaborer un plan directeur (planification des zones constructibles à long terme). Cette procédure prendra tout de même encore quelques temps.

Pour ces raisons, le Conseil communal s'est intéressé à l'acquisition du feuillet no 149.

Cette parcelle de terrain permettrait la construction de quelques logements sous forme de petits locatifs ou de trois villas et laisserait le temps aux autorités de terminer la planification d'un nouveau secteur de viabilité.

Le prix de cette parcelle, qui est viabilisée, a été convenu à Fr. 120'000.00

Le vendeur met les impôts sur gain de fortune à la charge
de l'acheteur, ce qui représente Fr. 5'200.00

Les frais de transaction sont estimés à Fr. 3'000.00

Total du crédit Fr. 128'200.00

Le financement de cet investissement sera assuré par emprunt. Cet investissement ne sera pas amorti ou déprécié étant donné qu'il s'agit de patrimoine financier.

En acquérant cette parcelle, la commune obtient un droit de regard sur ce qui pourra se bâtir dans ce secteur et aura ainsi son mot à dire sur un éventuel projet de construction.

b) Afin de faciliter le traitement de cette transaction, le Conseil communal vous propose de lui attribuer la compétence de la ratifier cette transaction. Il est clair, qu'au moment de la revente de la parcelle, le Conseil général sera à nouveau consulté, à moins qu'il n'en attribue la compétence au Conseil communal lors d'une prochaine séance.

deux parcelles de terrain, Fl. 75 et 79 d'une superficie de 24'449 m2, propriétés de M. Paul-Henri Bilat, situées en zone agricole, ainsi que son financement

b) Donner au Conseil communal la compétence de ratifier l'acte d'acquisition de ces parcelles

a) Comme mentionné au point précédent, le Conseil communal étudie la modification de son plan d'aménagement communal et la possibilité de créer une nouvelle zone à bâtir dans le cadre de l'élaboration d'un plan directeur. Celle-ci serait située derrière les immeubles « Progressia », ainsi qu'à l'Ouest des mêmes immeubles.

L'un des trois propriétaires de cette zone, M. P.-H. Bilat, est disposé à vendre 2 parcelles d'une superficie totale de 24'449 m2, soit les feuillets no 75 et 79.

Le prix de cette transaction a été fixé à Fr. 15.00/m², soit Fr. 366'735.00

Les frais de la transaction sont estimés à Fr. 8'265.00

Total du crédit Fr. 375'000.00
=====

Le financement de ce crédit est prévu par emprunt. Cet investissement ne sera pas amorti ou déprécié étant donné qu'il s'agit de patrimoine financier.

b) Afin de faciliter le traitement de ce dossier, le Conseil communal vous propose de lui attribuer la compétence de ratifier cette transaction.

Discuter et approuver le nouveau règlement de police locale

La commission chargée d'élaborer un règlement de police a rendu son travail. Chaque parti a pu prendre connaissance du projet pour demander des ajouts et des corrections. Les membres de la commission ont tenu compte des remarques formulées par les partis ainsi que celles du Conseil communal.

Le règlement que le Conseil communal vous propose aujourd'hui a été approuvé par le service des communes.

Le Conseil communal vous recommande d'accepter ce règlement de police.

communale sur le séjour des propriétaires de résidences secondaires et des personnes qui pratiquent le camping résidentiel

Suite à une séance d'information concernant la perception des taxes de séjour, il est apparu que notre règlement communal ne répondait plus aux prescriptions légales.

Par rapport à l'ancien règlement, le nouveau document ne reprend que les questions relatives à la perception de la taxe de séjour des propriétaires d'immeubles ou de personnes pratiquant le camping résidentiel.

Toutes les autres taxes sont encaissées par Jura tourisme. Cette association nous rétrocède cependant une partie des taxes encaissées sur le territoire de la commune en fin d'année.

Procédure d'examen du règlement communal concernant la taxe de séjour :

Examen par le Conseil communal :	août 2003
Envoi aux partis pour la procédure de consultation :	03.09.2003
Délai pour les prises de position :	31.10.2003
Envoi du document au Service des communes :	17.01.2004
Avis de conformité du Service des communes :	25.02.2004

Les commentaires des partis n'ont pas pu être retenus étant donné que cela ne rentrait pas dans le cadre des autorités concernées.

Le Conseil communal vous recommande l'acceptation de ce nouveau règlement.

d'organisation

b) Discuter et préavisier les modifications apportées au règlement du Conseil général

c) Discuter et préavisier les modifications apportées au règlement sur les élections communales

d) Elaborer de manière définitive le message du Conseil général destiné aux ayants droit au vote

Ces trois règlements sont entrés en vigueur au début de la présente législature, suite à la décision de la commune de créer un Conseil général.

Depuis le 1^{er} janvier 2001, différentes modifications légales cantonales ou décisions prises par votre autorité, nous obligent à procéder à une révision de ces trois documents. Du fait que l'approbation de ces modifications passera également par le verdict du peuple, le Conseil communal a regroupé ces différentes corrections pour les proposer lors d'une seule votation.

Elles concernent les points suivants :

a) Règlement d'organisation

Article 31

Lors de la rédaction de l'article réglant les compétences du Conseil général, il a été mentionné que cette autorité était compétente pour voter les constructions et les dépenses non prévues au budget annuel pour autant que la dépense n'excède pas Fr. 50'000.-. La compétence, pour les dépenses inférieures à Fr. 50'000.-, n'a pas été attribuée au Conseil communal à l'art. 31. Il s'agit donc de préciser ce point.

Article 40

Cet article mentionne les deux nouvelles commissions permanentes qui ont été décidées par le Conseil général, soit « la commission de promotion économique et la commission du cimetière ».

Article 49 bis et 49 ter

Ces deux articles règlent les compétences de ces nouveaux organes.

Article 57 bis

Cet article ratifie la décision du Conseil général relative à l'engagement du surveillant de la STEP.

Article 60

Suite à l'abrogation du poste de préposé communal aux cultures (cette tâche ayant été reprise par le canton), cet article est devenu sans valeur.

Article 19

La loi cantonale sur l'information et l'accès aux documents officiels, entrée en vigueur le 4 décembre 2002, nécessite une petite adaptation du règlement du Conseil général. Cette nouvelle disposition permet en particulier la prise de son et de vue lors des séances du Conseil général.

Article 20

Suite à l'approbation de la motion de M. P. Boillat, le délai de convocation des séances du Conseil général est porté à vingt jours au lieu de dix actuellement. Cette prolongation de délai doit permettre aux partis villageois de mieux se prononcer sur les points soumis au verdict du Conseil général.

c) Règlement sur les élections communales

Article 32

La commission d'étude relative à la création d'un Conseil général aux Bois avait proposé, en accord avec le canton, de diminuer le nombre de signatures nécessaires à dix pour les candidatures au Conseil général et au Conseil communal. Cette disposition n'a finalement pas été approuvée par le parlement lors de la révision sur les droits politiques.

Ainsi, il y a lieu de reprendre les exigences du canton qui sont :

20 signatures par liste pour les membres du Conseil général

5 signatures par liste pour les membres du Conseil communal

Article 47

Pour l'élection du maire, qui a lieu au système majoritaire, il y a également lieu de requérir 5 signatures.

d) Le Conseil communal vous propose le libellé suivant qui sera proposé aux ayants droit au vote.

1. Acceptez-vous les modifications à apporter au Règlement d'organisation ?

2. Acceptez-vous les modifications à apporter au Règlement du Conseil général ?

3. Acceptez-vous les modifications à apporter au Règlement sur les élections communales ?